



POUR CONTRE LA CATASTROPHE SANITAIRE ET SES CONFINEMENTS À RÉPÉTITION IMPOSONS À CE GOUVERNEMENT DE VÉRITABLES MESURES DE SANTÉ PUBLIQUE

Alors que le 1er mars, Macron nous appelait, sans rire, à « tenir » encore « 4 à 6 semaines » avant d'assouplir les contraintes face à l'épidémie, nous voilà repartis pour un troisième « confinement » d'au moins 4 semaines. Résultat : crèches, écoles, collèges et lycées fermés et chamboulement du calendrier scolaire. Soit un nouveau casse tête, voire une catastrophe pour tous les parents qui travaillent.

Et comme toujours, les inégalités sociales vont encore se creuser : les enfants des milieux populaires, ceux dont les parents sont déjà « en première ligne », qui vivent dans des appartements exigus, qui n'ont pas les équipements numériques pour leur assurer « l'école à la maison » ou les moyens de leur offrir des cours particuliers vont le payer au prix fort.

Toujours plus soumis au pouvoir des patrons

En plus de (Avec ce nouveau calendrier scolaire), le télétravail est censé devenir la règle... mais au bon vouloir des patrons. Ici, les salariés devront continuer à s'exposer en venant au boulot ; là, il sera exigé qu'ils travaillent à domicile. Les congés aussi risquent d'être au bon vouloir patronal : annulés par la force des choses ou imposés ici, volés là... Et le chômage partiel pour celles et ceux qui ont encore un emploi, avec souvent amputations de paie à la clé.

Certes il y a la catastrophe sanitaire...

Bien sûr, les presque 100.000 morts du Covid, le rythme actuel de 300 morts par jour, la saturation des hôpitaux et tout particulièrement des services de réanimation, bientôt acculés au « tri » des malades : tout cela impose des mesures d'urgence.

Mais pas ces demi-mesures que ce gouvernement nous impose depuis maintenant plus d'un an, au détriment des salaires, des conditions de travail et de vie, et toujours au bénéfice des patrons, tout particulièrement des plus grands d'entre eux qui s'autorisent à licencier en masse sans le moindre complexe.

... mais aucune fatalité dans ce qui nous frappe

Depuis plus de 30 ans, les personnels de santé dénoncent la baisse des effectifs et les fermetures. Entre 2013 et 2017, 95 hôpitaux ont été fermés. Et sur les 20 dernières années, ce sont 100.000 lits d'hospitalisation qui ont été sacrifiés. Tout cela résulte des choix des responsables politiques – de gauche et de droite – qui se sont succédé au gouvernement et à la présidence de la république. Et depuis un an, de l'affaire des masques en passant par celle des tests jusqu'à cette campagne de vaccination bien trop lente, ce sont bien ce gouvernement et l'industrie pharmaceutique qui portent l'entière responsabilité de la catastrophe sanitaire.

Ne laissons pas nos vies entre leurs mains

L'hécatombe se poursuit parce que parce qu'on continue à s'entasser au boulot et dans les transports en commun, parce que les écoles sont restées ouvertes sans que soient réquisitionnés le personnel et les locaux nécessaires pour qu'elles fonctionnent en groupes réduits interdisant la circulation du virus.

Mais notre santé et nos vies sont des biens trop précieux pour les laisser entre les mains des capitalistes et des gouvernements qui les servent.

Parce que nos vies valent plus que leurs profits, à nous d'imposer de véritables mesures de santé publique : l'ouverture de lits en réanimation, l'embauche et la formation massives de personnels de santé correctement rémunérés, avec des horaires et une charge de travail allégée ; l'amplification et l'accélération de la campagne de vaccination.

Tout cela exige la réquisition des sites de production de l'industrie pharmaceutique et la levée de tous les brevets sur les vaccins ; la protection du monde du travail et de l'ensemble de la population.



Sous-effectif généralisé chez PSA : imposons des embauches !

Pour PSA, la crise a été l'occasion de renvoyer de nombreux intérimaires tout en maintenant un niveau très élevé de production pour maximiser les profits et flatter les actionnaires. Aujourd'hui, tous les secteurs souffrent d'un sous-effectif flagrant. La direction refuse d'embaucher, pourtant les richesses accumulées permettraient largement de le faire. Nous connaissons mieux que quiconque le nombre de CDI nécessaires dans nos secteurs. À nous de mettre en avant collectivement nos revendications pour imposer les embauches dont nous avons besoin, et ne pas laisser notre peau à l'usine.

Renault : les salariés ne sont pas à vendre

La destruction des emplois chez Renault a pris une nouvelle tournure. Pour une trentaine de travailleuses et travailleurs de la maintenance, il ne s'agit pas de départs « volontaires » mais de vente forcée : l'externalisation. Le nouveau directeur de l'ingénierie est à la manœuvre, lui qui avait déjà mené une attaque similaire... chez PSA. Si ce projet était appliqué, tous les salariés seraient menacés. Pour s'y opposer, plus de 800 personnes ont débrayés et se sont rassemblés, à deux reprises, sur les sites d'ingénierie de Lardy, Aubevoye, Guyancourt et Villiers. D'autres rendez-vous sont d'ores et déjà prévus car face aux mauvais coups des patrons nous ne pouvons compter que sur notre mobilisation.

Se regrouper pour lutter !

À Renault, après avoir un moment reculé devant la mobilisation, la direction veut à nouveau se débarrasser de la Fonderie de Bretagne et de ses 380 salariés. Mais aussi arrêter la production de véhicules à Flins d'ici deux ans et supprimer 4600 emplois en France. À Douvrin (Pas-de-Calais), c'est PSA qui annonce la fin de la production du moteur essence, et donc la fermeture de l'usine. Ce qui ne l'empêche pas de verser 2,5 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires pour arroser sa fusion avec Fiat-Chrysler. Ce n'est pas boîte par boîte, mais tous ensemble, qu'on empêchera ces licenciements et suppressions d'emplois.

Les capitalistes ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît

Alors qu'à Renault 4600 emplois sont supprimés, que des milliers d'intérimaires, de sous-traitants et de salariés des fournisseurs sont envoyés à Pôle Emploi, que les augmentations de salaires pour les salariés sont annoncées à 0%, et que la direction a promis la « modération salariale » pour ses dirigeants... Les salariés ont découvert qu'un membre du Comité Exécutif, Jose Vicente De Los Mozos Obispo, a vendu le 9 mars 2021, 15 000 actions Renault pour une valeur de 600 000 euros.

Une deuxième ligne de front

Le gouvernement a promis une prime aux travailleurs, qu'il appelle de « deuxième ligne », qui ont travaillé pendant les confinements. Pas de quoi s'inquiéter pour les patrons : aucune obligation de verser ces primes exemptées de cotisations sociales. Les 1000 euros promis l'an dernier aux « premières lignes » avaient fondu comme neige au soleil le temps d'arriver sur les fiches de paye et n'ont souvent été obtenus que par la mobilisation. Si Macron jette cette poudre aux yeux, c'est qu'il craint nos revendications de travailleurs de première, deuxième ou troisième ligne : 300 euros d'augmentation du salaire mensuel pour toutes et tous !

Pour nous boulot-dodo, pour la bourgeoisie les restos

M6 a filmé en caméra cachée un restaurant clandestin qui accueille de riches clients pour des dîners « champagne et caviar » en pleine pandémie, sans respect des gestes barrières. Des ministres auraient participé à ces dîners... On veut les noms ! Cette affaire résume bien le fonctionnement actuel de la société : la loi ne s'applique qu'aux pauvres...

Amazon : la lutte des classes d'un bout à l'autre de la planète

Depuis plusieurs semaines, les conflits se multiplient au sein de la multinationale Amazon, dont le patron est l'homme le plus riche du monde. Les salariés de Bessemer aux États-Unis se battent pour créer une section syndicale, qui serait la première de l'entreprise dans ce pays ! Une lutte difficile car Amazon tente par tous les moyens de saboter ce projet. Les travailleuses et travailleurs dénoncent aussi les conditions de travail dignes du 19^{ème} siècle, à l'instar de leurs camarades allemands et italiens (des dizaines de milliers de livreurs, magasiniers, logisticiens) qui ont mené ces derniers jours des grèves massives sur de nombreux sites de la boîte. Le capitalisme n'a pas de frontière, la lutte des classes non plus !

Il y a 150 ans : la Commune de Paris, les travailleurs et travailleuses au pouvoir

En 1871, les ouvriers parisiens instaurèrent un nouveau pouvoir : un gouvernement par et pour le peuple. En quelques semaines, la Commune opéra une transformation politique et sociale sans précédent : élus payés au salaire moyen d'un ouvrier et révocables à tout moment ; à travail égal, salaire égal ; enseignement gratuit et obligatoire pour les garçons et les filles ; réduction ou suspension des loyers ; réquisition des logements vacants ; arrêt des poursuites pour dettes ; séparation de l'Église et de l'État... Les travailleurs firent bien plus en 72 jours que les politiciens qui, depuis, ont prétendu gérer la société.